

LA LUCIOLE

LE JOURNAL INTERPROFESSIONNEL DE L'UNION
SYNDICALE SOLIDAIRES 83



L'union syndicale Solidaires 83
regroupe l'ensemble des syndicats
Solidaires et SUD du Var



Edito

N ° 2 - Juin 2015

12 mois se sont écoulés depuis le numéro 1 de La Luciole, notre journal interprofessionnel. Nous estimons que ce délai est trop long entre 2 parutions. La Luciole paraîtra plus souvent afin de rester plus collé à l'actualité.

Pour compenser cette trop longue attente, ce numéro 2 de La Luciole comporte 2 fois plus de pages que le 1er numéro !

Nous ne reviendrons pas sur l'actualité du dernier quadrimestre 2014 qui a notamment vu le maintien des résultats de Solidaires Fonction Publique lors des dernières élections malgré une augmentation des votes en sa faveur.

Solidaires Var se réjouit des excellents résultats

électoraux de SUD
Prévention Sécurité et SUD DCNS en 2015.

Cette année est marquée par une accélération des attaques menées par le patronat et par le gouvernement Valls contre les salarié-E-s, les retraité-E-s, les précaires et les syndicats. Solidaires Var a répondu présent dans ces combats pour défendre le monde du travail.

**Faisons face à toutes ces
attaques et combattons-les
lorsque ces décisions sont
contraires aux intérêts de la
majorité des salarié-e-s,
chômeurs-ses, retraité-es et
précaires!**

Sommaire:

Actualité revendicative de mars à juin	p 2 à 10
"Ma grosse entreprise..."	p 11
Hausse des inégalités en France	p 12
Le nouveau métier de facteur	p 14
Les Finances Publiques	p 16
Elections professionnelles	p 20
Formation syndicale	p 21
C'est le FMI qui le dit!	p 22
Boussole Solidaires Var offerte	p 24

**LES
CAPITALISTES
NOUS
COÛTENT
CHER**



Union syndicale Solidaires Var, La Luciole, 36 rue Émile Vincent, 83000 Toulon
Téléphone : 04 94 21 81 89 Fax : 04 22 14 08 43
Mél : contact@solidaires83.org Site internet : www.solidaires83.org

Retrouvez Solidaires Var sur Facebook: <https://www.facebook.com/SolidairesVar>

Un 8 mars féministe et syndical !

Les luttes des femmes ont permis de conquérir des droits et de progresser vers l'égalité entre les femmes et les hommes. Aujourd'hui cette égalité est loin d'être effective dans une société qui reste encore dominée par le système patriarcal. Certains droits se trouvent même remis en cause, notamment du fait des politiques d'austérité. La montée de l'extrême-droite et des extrémismes religieux constitue un danger supplémentaire de régression pour les femmes. En janvier, l'anniversaire de la loi Veil légalisant il y a 40 ans l'avortement était l'occasion de rappeler que chaque droit gagné doit être défendu.

Ainsi, la journée du 8 mars, qui célèbre l'histoire de ces luttes, est plus qu'un symbole. C'est la journée internationale de luttes pour les droits des femmes du monde entier. Ce n'est pas la journée de « la » femme, comme les médias se complaisent à le répéter. Nous refusons la récupération de cette journée à des fins commerciales, avec des messages publicitaires proposant de la « fêter » par un cadeau ou une distribution de fleurs sur le lieu de travail... sans doute pour mieux faire oublier, le reste de l'année, l'ampleur des inégalités qui restent à combattre.

Il n'y a pas une femme, mais des femmes, toutes différentes, qui luttent jour après jour, année après année. Des femmes trop souvent victimes de multiples formes de violences : viols, prostitution, violences conjugales, violences sexistes au travail,

agressions racistes de femmes immigrées, lesbophobie...

Les femmes sont touchées par les inégalités de salaire et de retraite, par le temps partiel subi, la précarité, elles sont majoritairement en charge des tâches domestiques et familiales, minoritaires dans les postes de responsabilité politique ou économique.

Pour l'Union syndicale Solidaires du Var, le fait que le 8 mars tombe cette année un dimanche a été l'occasion de rappeler les régressions contenues dans le projet de loi Macron qui ne fera qu'augmenter ces inégalités. En effet, 56 % des salarié-es qui travaillent le dimanche sont des femmes. Elles sont majoritaires chez les employé-es

de commerce, et ce sont particulièrement les jeunes femmes des quartiers populaires qui sont concernées. "Banaliser peu à peu le travail du dimanche en passant de 5 à 12 ouvertures par an, instaurer un travail du soir entre 21h et minuit en lieu et place du travail de nuit : avec son projet de loi le gouvernement ne fera qu'augmenter les inégalités femmes-hommes. Travailler le dimanche n'est pas une liberté nouvelle, c'est une régression liée aux politiques d'austérité !



Dans le département du Var, s'il y a eu par le passé des rassemblements et manifestations le 8 mars, il n'y en avait plus eu depuis au moins... 2003 ! **C'est sur une initiative de l'Union syndicale Solidaires du Var, que cette année s'est de nouveau tenu un rassemblement sur l'espace public, afin de rendre visible ce combat.** Pour les

organisations syndicales, seules la CGT et la FSU ont répondu favorablement à cette proposition, rejointes ensuite par le Planning Familial du Var, EELV, le NPA, la LDH de Toulon, puis la CADAC Droits des Femmes Draguignan et le Front de Gauche.

C'est dans ce contexte que s'est tenu un rassemblement d'environ 200 personnes, le dimanche 8 mars sur la carré du port de Toulon, au cours duquel le Planning Familial a organisé une flashmob.

Toutes les organisations présentes ont acté le principe de refaire un rassemblement toutes

les années lors du 8 mars. En attendant, c'est au quotidien qu'il faut lutter pour les droits des femmes !

Solidarité avec les femmes du monde entier.

Pour le respect des droits des femmes.

Pour l'égalité dans tous les domaines.



Union Syndicale Var
Solidaires

INEGALITES HOMMES-FEMMES QUELQUES CHIFFRES

Violences au sein du couple:

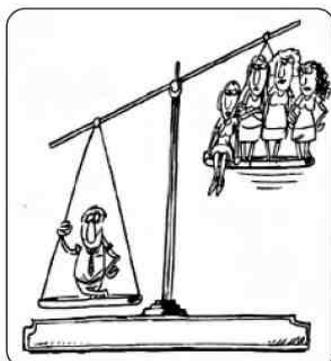
Chaque année, 216 000 femmes âgées de 18 à 75 ans sont victimes de violences physiques et/ou sexuelles (1 victime toutes les 2 à 3 minutes) de la part de leur ancien ou actuel partenaire intime (mari, concubin, pacsé, petit-ami...). Il s'agit d'une estimation minimale.

Minimas sociaux:

En 2012, les femmes représentent 55% parmi les allocataires du RSA et 56% parmi les allocataires de l'Allocation supplémentaire vieillesse et de l'Allocation de solidarité aux personnes âgées (minimum vieillesse).

Retraites:

En 2013, les femmes perçoivent en moyenne 932€ de retraite par mois contre 1603€ pour les hommes, hors bonifications et droits dérivés, soit 58% des retraites des hommes.



Formes de l'emploi:

En 2012, 92,3% des femmes sont salariées, contre 85,1% des hommes.

En 2012, 10,6% des femmes salariées occupent un Contrat à Durée Déterminée, contre 6,5% des hommes, tous secteurs confondus.



Travail domestique:

En 2010, les femmes vivant en couple et ayant au moins un enfant consacrent 34 heures hebdomadaires de travail domestique contre 18 heures pour les hommes dans la même situation.

Familles monoparentales:

En 2011, 34,6% des familles monoparentales disposent d'un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté.

Dans 85% des cas, ce sont des femmes seules qui élèvent leur(s) enfant(s). Ce chiffre est en hausse : en 2008, 31,7% des familles monoparentales disposaient d'un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté.

Ecarts de salaires:

En 2011, le salaire net annuel moyen d'une femme est inférieur de 19,3% à celui d'un homme, dans le secteur privé et semi-public (contre 20,2% en 2009).

Alors où en est-on à la date du 15 mai?

Suite à notre demande de point d'étape, le maire a répondu par courrier le 23 avril 2015, que notre dossier est en cours d'étude et que ses services et lui-même " instruisent notre demande avec la plus grande attention" .

Solidaires Dracénie prend donc acte de la recherche de solution étudiée par la mairie de Draguignan.

Nous tenons à souligner que, pour la première fois en 6 ans, la mairie de Draguignan nous a répondu autrement que

J'accuse réception de votre courriel du 10 avril courant par lequel vous réitérez votre demande de bénéficier d'un bureau au sein de nos locaux de la Bourse du Travail afin d'y héberger l'antenne locale de votre syndicat.

Ce dossier est en cours d'étude. Mes services et moi-même instruisons votre demande avec la plus grande attention et nous efforçons de répondre à votre attente dans les meilleurs délais.

Restant à votre écoute,

Je vous prie de croire, Monsieur, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.

Cordialement,

Richard STRAMBIO



MAIRE DE DRAGUIGNAN

par une fin de non-recevoir.

Les militants restent toutefois vigilents sur les suites qui seront apportées à notre demande.

Mobilisation du 9 avril 2015

CGT, FO et Solidaires ont appelé à une journée de grève nationale interprofessionnelle et de manifestations, le 9 avril afin d'exprimer ainsi le refus de l'austérité, de la casse des services publics, des cadeaux aux patrons et actionnaires, de la détérioration de nos conditions de travail et de vie et d'exiger ensemble un autre partage des richesses que nous produisons par notre travail et qui sont aujourd'hui confisquées par les capitalistes.

C'est nous qui faisons fonctionner la société !

Ce ne sont pas les patrons, les actionnaires, les politiciens professionnels ou les rentiers qui font vivre la société. Ce qui nous permet de vivre ensemble, de produire des biens utiles à tous et à toutes, de mettre en commun des services, de partager les connaissances, etc. C' est le travail de chacun et chacune.

L'organisation actuelle de la société rejette une partie d'entre nous vers le chômage et la précarité pour mieux faire pression sur toutes et tous et nous impose des conditions de travail toujours plus mauvaises (stress, dangers physiques, flexibilité, etc.). Mais

puisque personne ne travaille pour nous, pourquoi déciderait-on pour nous ?

Les capitalistes ne servent à rien.

L'an dernier, les 40 entreprises françaises les mieux cotées à la Bourse (le CAC 40) ont versé 56 milliards à leurs actionnaires. Uniquement pour ces 40 entreprises là, une poignée de personnes s'est réparti 56 milliards, quand on nous affirme que le chômage est inéluctable, qu'il faut travailler plus pour gagner moins, que les minimas sociaux, les pensions de retraite, le SMIC et nos salaires ne peuvent être augmentés.

Les capitalistes investissent (une partie de) leur argent dans les entreprises, nous dit-on? Mais on oublie de nous dire que cet argent vient ... de notre seul travail ! Il est à nous ! Et on ne nous en reverse qu'une partie à travers notre salaire.

0,1% des profits des entreprises du CAC 40, c'est 10 maternités sauvées par an !

Les manifestations dans le Var

La grève a été plutôt suivie par rapport aux

dernières journées. Les manifestations ont donc été plus importantes avec 4000 manifestantEs à Toulon (cortège Solidaires d'environ 200 personnes au plus fort) et 400 manifestantEs à Draguignan (environ 40 Solidaires dans la manifestation).



Le niveau de la mobilisation par rapport à ce que nous avons connu



précédemment permet d'espérer que les salariéEs sont de nouveau mobilisables pour lutter contre le fléau de l'austérité et les contre réformes mises en place dans ce cadre : loi Macron, ANI, pacte de responsabilité, gel des salaires de la Fonction Publique depuis 2010...



1er mai 2015

Contre les politiques d'austérité, le chômage et la précarité,
pour la répartition des richesses et la réduction du temps de travail !

Le 9 avril près de 300 000 manifestantes et manifestants ont montré leur refus de la politique du gouvernement Hollande-Valls et de la loi Macron, avec leur cortège de régressions sociales (travail du dimanche et de nuit, réductions des protections et de la défense des travailleurs, facilitation des



licenciements...).

Pour l'Union syndicale Solidaires le 1er mai devait être une journée se plaçant dans le prolongement de la journée de grève du 9 avril. Dans le Var c'est avec l'ensemble des organisations syndicales ayant appelé au 9 avril (CGT, FO, FSU) que nous avons lancé un appel à rassemblements et manifestations pour le 1er mai. Ce sont près de 1500 personnes qui se sont rassemblées à Toulon et une centaine sur Draguignan.

Mais pour l'Union syndicale, une journée reste insuffisante, tout le monde en a conscience. C'est pourquoi, en attendant de voir se mettre

en place une mobilisation d'ampleur au plan national qui permette d'envisager une victoire contre les mesures d'austérité du gouvernement, nous



devons ancrer la mobilisation localement et dans les secteurs professionnels où nous sommes implantés.

La campagne nationale « Les capitalistes nous coûtent cher », qui s'inscrit dans la durée par de nombreux tracts et matériels divers (affiches, autocollants), doit nous permettre de diffuser nos analyses, notre positionnement syndical et nos propositions.

Le coût du travail est une invention des patrons pour justifier une exploitation toujours plus grande des salarié-es. Ce qui coûte, ce sont les sommes faramineuses confisquées par une toute petite minorité. Derrière le

terme « crise » et son corollaire, la prétendue « nécessaire cure d'austérité » se cachent des offensives sans précédent contre nos droits et nos conditions de travail. Les luttes à mener doivent être à la hauteur et unitaires.

La répartition des richesses produites est une question centrale. Au-delà, dans les entreprises et les services publics, c'est la légitimité d'une minorité à décider pour tous et toutes que nous remettons en cause : puisque personne ne travaille pour nous, que personne ne décide pour nous ! La vraie démocratie sociale passe par là. Les services publics, les moyens que la société décide d'y consacrer, leur fonctionnement et la place des

usagers, sont des priorités, car ils sont un moyen de la solidarité dans notre société.

Ensemble, nous sommes une force. C'est nous qui faisons tourner la société, pas les actionnaires qui s'enrichissent de



notre travail ! Dans les entreprises et les services publics, discutons, élaborons des revendications qui nous unifient, débattons des actions à mener pour les faire aboutir, reprenons nos affaires en main et enfin, rendons coups pour coups !

C'est ce que nous avons rappelé lors de ce 1er mai internationaliste, revendicatif, résistant et conquérant pour la transformation sociale et écologique !

Extrême-droite : l'envers du décor Journée de débats, mercredi 6 mai à Béziers

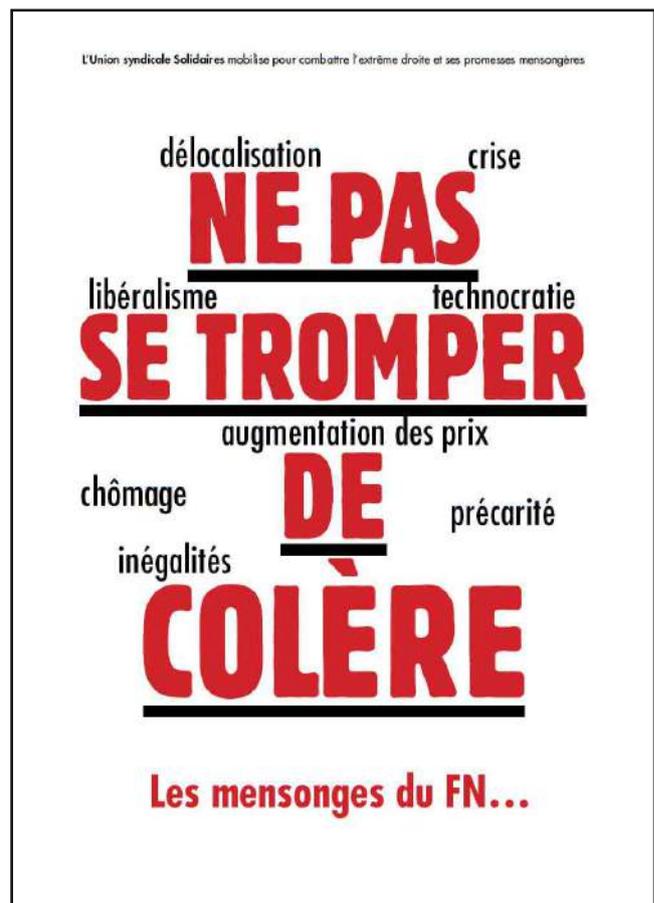
En janvier 2014, la CGT, la FSU et Solidaires, ainsi que des organisations syndicales de la jeunesse (Unef, Unl, Fidl) lançaient une campagne nationale commune « Ensemble uni-e-s contre l'extrême droite ». Cette initiative avait rassemblé 800 militantes et militants venus de toute la France, à la Bourse du Travail de Paris.

Au printemps 2014, lors des élections municipales, l'extrême-droite emportait officiellement 14 mairies, comptant plus de 450000 administrés au total. Les premières mesures, en retenue pour certains maires, d'autres plus symboliques pour satisfaire leur électorat, certaines carrément issues du terreau idéologique de l'extrême-droite ont en général largement été médiatisées.

journée de débats pour faire le point après un an de gestion d'extrême-droite. C'est à Béziers que cette journée a été organisée, le mercredi 6 mai, à la Bourse du Travail.



Plus d'un an après, la CGT, la FSU et Solidaires décidaient d'organiser une nouvelle



(retrouvez ce 4 pages : <http://past.is/qxHPi>)

C'est une centaine de syndicalistes venus de toute la France qui ont participé le matin à 4 ateliers : « L'extrême-droite employeur et

acteur économique local », « Sécuritaire », « Tissu associatif et culturel » et « Education - Jeunesse ». L'après midi une séance plénière a fait le bilan des ateliers et dessiné quelques perspectives de lutte locales tirées des expériences des uns et des autres.

L'Union syndicale Solidaires Var était de nouveau présente pour cette journée intersyndicale. Nous sommes allé apporter notre expérience d'un département qui a connu la gestion catastrophique de la mairie FN de Toulon entre 1995 et 2001, et qui connaît aujourd'hui 3 mairies d'extrême-droite (Cogolin, Fréjus, Le Luc) dont on voit déjà les premières mesures anti sociales et racistes. Nous y avons également parlé de la création d'une coordination varoise contre l'extrême-droite à laquelle nous participons depuis sa première réunion en octobre 2014.



Que ce soit localement, ou lors de journées d'échanges comme à Béziers, il faut prendre le temps d'analyser la gestion des élus et des élus d'extrême-droite, mettre leurs actes face à leurs annonces mensongères, pour les dénoncer et les combattre au quotidien.

Mais il ne faut jamais oublier, que le meilleur moyen de combattre l'extrême-droite, c'est de faire du syndicalisme de lutte, sans concessions avec tous les pouvoirs en place, surtout lorsqu'ils permettent par leur politique de faire progresser les idées nauséabondes de l'extrême droite et montrer que ce n'est pas le repli identitaire et le tout sécuritaire, ni l'exclusion des autres qui régleront les problèmes des salariées et des salariés.

Toutes et tous uni-e-s contre le FN et toute l'extrême-droite. Dimanche 7 Juin à Marseille

Dimanche 7 juin, le collectif marseillais « Toutes et tous uni-e-s contre le FN et toute l'extrême-droite » organisait un après midi de débat au Dock des Suds.

Dès 14h deux ateliers « L'extrême-droite et le monde du travail » et « L'extrême-droite au pouvoir : résistances locales et coordination » permettaient aux personnes présentes d'entrer dans le vif du sujet, avant de passer aux ateliers suivants « Comprendre et analyser la progression de l'extrême-droite pour pouvoir l'endiguer » et « Contre tous les racismes, pour l'égalité des droits ». Le dernier atelier en présence de journalistes du Ravi, d'ACRIMED, de Marsactu, Médiapart, de La Marseillaise, de La Provence, Radio Galère... permettait d'échanger sur le thème « Médias et extrême-droite ». En début de soirée, un grand meeting faisant le point

des ateliers de la journée, précédait une soirée musicale avec des groupes locaux.

Ce sont pas loin de 700 personnes qui sont venues débattre, échanger et se donner des outils pour combattre la progression de l'extrême-droite : des militantEs syndicaux de Solidaires, de la FSU, de la CGT mais aussi de VISA, des militantEs politiques, associatifs, mais aussi de collectifs citoyens venant de Brignoles (Affront National), de Cogolin (Vigilance Cogolin).



Solidaires Var était bien sûr présent pour rappeler ce qu'avait été la gestion catastrophique de la mairie de Toulon, témoigner de ce qui arrivait depuis un an dans les mairies FN du département, mais aussi pour parler de la Coordination départementale contre l'extrême-droite.

SUD Éducation combat la réforme du « Collège 2016 ». Cette réforme était pour l'essentiel déjà cadrée par la loi d'orientation de « refondation », à laquelle nous nous sommes opposé-e-s car elle porte des logiques d'inégalités, de mise en concurrence, de soumission à l'entreprise, de dégradation des conditions de travail.

- Dans un contexte d'austérité, cette réforme

égalitaire et émancipatrice.

C'est pourquoi SUD Éducation appelait à la grève le mardi 19 mai au sein d'une intersyndicale (FSU, CGT, FO, SNALC). Cette grève a été bien suivie (50%) quand elle a été annoncée 27 % de (excluant de cours le mardi, ou seulement le mardi après midi par exemple).



ne prévoit aucune disposition pour améliorer les conditions de travail des personnels et les conditions d'apprentissage pour les élèves.

- Elle remettrait en cause le collège unique, accentuerait encore les inégalités, augmenterait l'autonomie des établissements (et de leurs chefs), induisant une concurrence toujours plus grande entre collègues, équipes, disciplines et établissements tout en multipliant des hiérarchies intermédiaires, dans la continuité des réformes statutaires sur les « missions et services ».

- Elle modifie l'organisation des enseignements et des disciplines, sans que jamais les personnels n'aient pu en débattre.

Pour autant SUD Éducation ne défend pas le statu quo et constate depuis longtemps que le collège prétendument unique est celui du tri social. Mais cette réforme ne répond en rien à l'objectif de lutter contre les inégalités, qu'elle va au contraire accentuer.

Pour SUD éducation, il faut revendiquer en priorité la diminution des effectifs d'élèves par classe, la diminution du temps de travail et du temps de service devant élèves des enseignant-es, et tout projet de réforme scolaire doit s'inscrire dans la perspective d'une école polytechnique pour toutes et tous,

A Toulon plusieurs centaines de grévistes ont manifesté de la place de la Liberté jusqu'à l'Inspection Académique pour demander le retrait de cette réforme.

Au cours de cette manifestation, le syndicat SUD Éducation Var a distribué un tract intitulé « réforme du collège : notre colère n'engraissera pas les réactionnaires ! ». En effet, face à cette réforme, les voix des réactionnaires de tous poils se sont élevées par exemple pour défendre les langues anciennes (réduites au statut d'option interdisciplinaire dans la réforme) et les classes bi-langues non par « amour » des langues anciennes mais bien pour leur caractère élitiste. SUD Éducation défend la possibilité pour tou-te-s les élèves de pratiquer les langues anciennes.

Or, la publication au Journal Officiel des textes de la réforme du collège au lendemain d'une grève importante confirme la volonté du ministère de passer en force et son refus d'entendre les personnels. La lutte doit s'amplifier pour imposer l'abrogation de cette réforme. Pour SUD Éducation, l'intersyndicale doit annoncer rapidement et fermement la date d'une nouvelle grève nationale prévue en juin afin d'obtenir l'abrogation de cette réforme !



" Ma grosse entreprise connaît pas la crise !" Les plus grosses fortunes n'ont pas baissé à cause de la crise, bien au contraire.

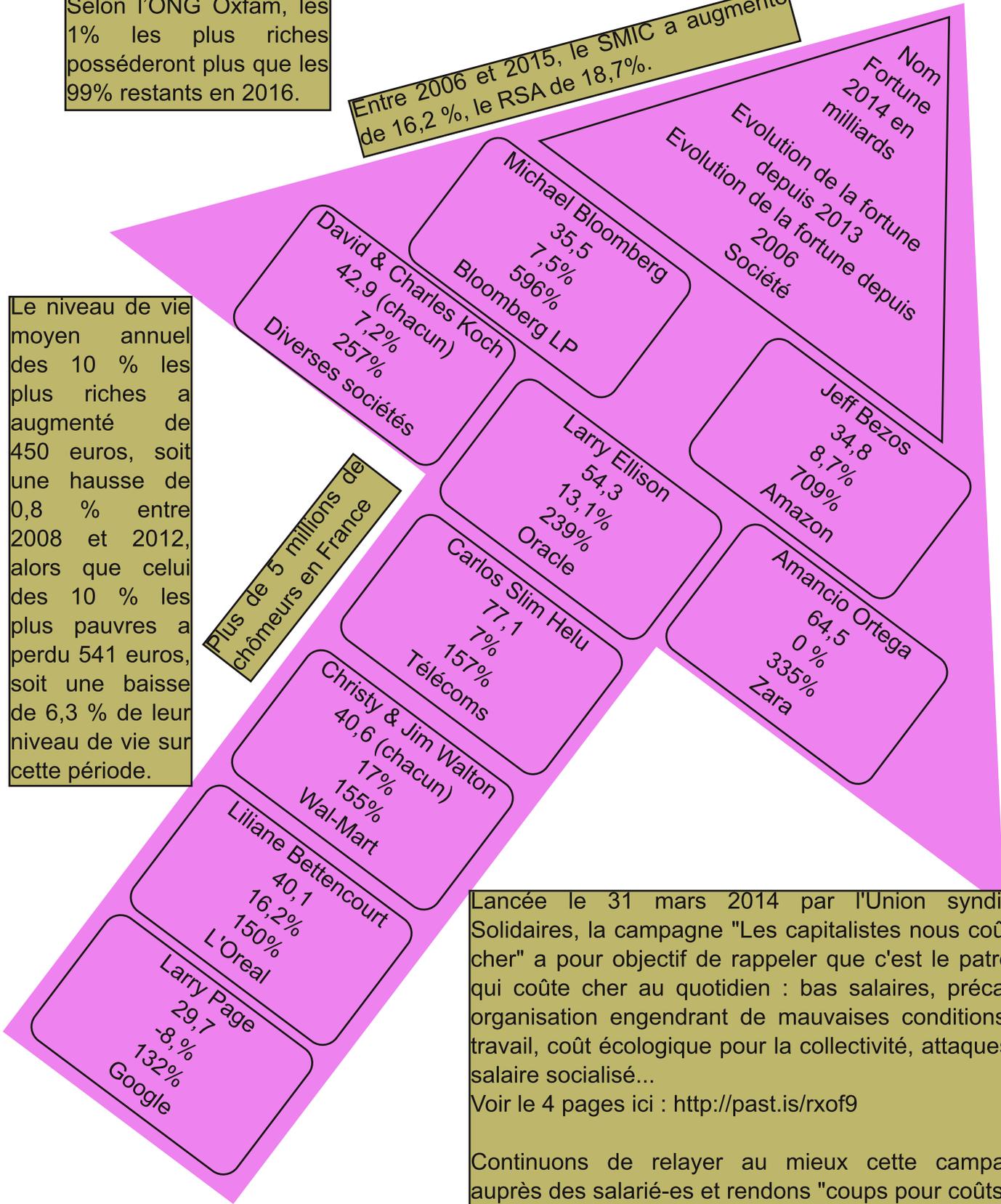
Pendant ce temps, les salarié-E-s, retraité-E-s et précaires sont les cibles privilégiées des politiques libérales.

Selon l'ONG Oxfam, les 1% les plus riches posséderont plus que les 99% restants en 2016.

Entre 2006 et 2015, le SMIC a augmenté de 16,2 %, le RSA de 18,7%.

Le niveau de vie moyen annuel des 10 % les plus riches a augmenté de 450 euros, soit une hausse de 0,8 % entre 2008 et 2012, alors que celui des 10 % les plus pauvres a perdu 541 euros, soit une baisse de 6,3 % de leur niveau de vie sur cette période.

Plus de 5 millions de chômeurs en France



Lancée le 31 mars 2014 par l'Union syndicale Solidaires, la campagne "Les capitalistes nous coûtent cher" a pour objectif de rappeler que c'est le patronat qui coûte cher au quotidien : bas salaires, précarité, organisation engendrant de mauvaises conditions de travail, coût écologique pour la collectivité, attaques du salaire socialisé...

Voir le 4 pages ici : <http://past.is/rxof9>

Continuons de relayer au mieux cette campagne auprès des salarié-es et rendons "coups pour coûts" !

Aux États-Unis, les 1 % les plus riches ont confisqué 95% de la croissance post-crise financière depuis 2009, tandis que les 90% les moins riches se sont appauvris.(source OXFAM)



Hausse des inégalités : la France aussi est concernée par Solidaires Finances Publiques 83

Dans le débat public, on entend régulièrement qu'en France, les inégalités sont moins élevées qu'ailleurs et qu'elles se stabilisent.

Mais cette affirmation se heurte au sentiment d'une partie croissante de la population, pour qui elles augmentent plus que le discours officiel ne veut le dire, et aux faits. Dans un pays historiquement attaché à l'égalité, cette question est d'importance.

Pour mesurer l'évolution des inégalités, il importe d'analyser précisément la part des plus aisés dans le revenu national sur une longue période. Entre les tenants de la thèse d'une stabilité des inégalités et ceux qui s'alarment d'une hausse, le débat est vif.

Qu'en est-il réellement ?

Le XXème siècle a connu une baisse des inégalités

Au début des 20ème siècle, les 10% des français les plus aisés percevaient entre 40 et 45% du revenu national total. Cette proportion chute jusqu'aux environs de 30% dans les années 40 pour remonter à 37% dans les années 60 et s'installer aux alentours de 32 à 33% au cours des années 90. Au-delà des inégalités de revenu, l'évolution de celles du patrimoine est instructive. Ainsi, au sein des patrimoines transmis par voie de succession, la part du 1% les plus riches est ainsi passée de plus de 50% au tout début du 20ème siècle à moins de 20% dans les années 90. Les deux guerres mondiales et la mise en œuvre de l'impôt sur le revenu progressif constituent les deux principales explications de cette baisse globale.

Mais celles-ci reprennent de manière inquiétante...

La financiarisation de l'économie (avec la hausse spectaculaire de certains revenus élevés) et la baisse des impôts directs progressifs expliquent toutefois une reprise de la hausse des inégalités au profit du 1% des français les plus riches. Selon l'INSEE, ceux-ci ont gagné plus de 93000 euros en 2011, ils ont vu leur revenu croître de 7,1% depuis 2004. Pour sa part, le revenu médian a progressé de moins de 2% sur la même période, passant de 18100 euros à 19500 euros. Il y a «mieux», car au sein des 1% les plus aisés, on assiste à un véritable décrochage des très riches: si le revenu du 1% les plus riches a progressé de 23%, celui des 0,01% des français les plus riches a progressé de presque 43%. Cette hausse spectaculaire préfigure une hausse des inégalités de patrimoines.

Que faire ?

Si la crise provient de la déréglementation privées. Mais financière, elle trouve également son origine dans la hausse des inégalités: ainsi, aux États-Unis, la stagnation du pouvoir d'achat d'une majorité de la population a conduit à une montée de l'endettement des ménages. Celui-ci a alimenté la spéculation financière via la «titrisation» des dettes



l'incapacité d'un nombre significatif de ménages à faire face aux remboursements de leur prêt du fait de leur trop faible pouvoir d'achat a provoqué une crise, les titres financiers échangés ayant vu leur valeur s'effondrer. La relation entre les inégalités et la crise est donc évidente.

Au reste, de nombreux travaux portant sur la relation entre activité économique et inégalités ont démontré que la hausse des inégalités avait un impact néfaste sur la croissance économique. Autrement dit, réduire les inégalités serait économiquement et socialement souhaitable : il s'agit tout à la fois de favoriser le pouvoir d'achat des plus modestes (afin de favoriser l'accès à la santé, l'éducation, la consommation...) mais aussi, de facto, de limiter l'accumulation de richesses des plus aisés afin d'éviter les effets pervers que la crise a mis en exergue (spéculation...).

Plusieurs outils permettent de réduire les inégalités : pour ce faire, il faut agir en amont (au stade de la distribution des revenus, notamment des salaires) et en aval (par une fiscalité plus progressive et une action résolue contre toutes les formes d'évitement de l'impôt, par des services publics efficaces et de qualité et par une protection sociale qui couvre véritablement les besoins sociaux). Ceci suppose d'aller à contre-courant

Inégalités : même l'OCDE s'alarme !

Selon un rapport de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) de décembre 2014, les inégalités nuisent à l'activité économique.

L'OCDE note ainsi que : « la croissance économique croît plus vite dans les pays où les inégalités de revenus diminuent que dans ceux où les inégalités de revenus augmentent. Le creusement des inégalités a coûté plus de 10 points de croissance au Mexique et à la Nouvelle-Zélande ces vingt dernières années, et entre 6 et 9 points aux États-Unis, à l'Italie et au Royaume-Uni. Le même phénomène s'observe

en Finlande, en Norvège et en Suède, même si les niveaux d'inégalité étaient moins élevés. À l'inverse, une situation plus égalitaire a contribué à faire progresser le PIB par habitant en Espagne, en France et en Irlande avant la crise. Selon de nouveaux éléments mis en évidence dans ce rapport, les inégalités agissent principalement sur la croissance en limitant les possibilités d'instruction des enfants issus de milieux socio-économiques modestes, ainsi que la mobilité sociale et le développement des compétences. »

des politiques menées depuis de trop nombreuses années. Question de choix de société et de volonté politique...

Plus d'information:

sur le site de Solidaires Finances Publiques: <http://past.is/cxESx>

sur le site de Solidaires Var: <http://past.is/cxkSx>

sur le site de l'Observatoire des Inégalités: <http://past.is/cx4SI>

SITES INTERNET ET FACEBOOK SOLIDAIRES VAR

Le site de Solidaires Var **www.solidaires83.org** permet de se tenir informé de l'actualité revendicative. Il renseigne également sur les campagnes en cours, donne des éclairages sur des lois, des mécanismes, des concepts économiques .

Le site permet également de s'abonner à une lettre hebdomadaire des articles publiés sur le site.

Il a fêté, cette année, ses **50000 visiteurs cumulés** depuis la création en battant également le record de connexion quotidien qui est dorénavant de **170 visiteurs**.

Ce développement est lié à l'augmentation continue du nombre des adhérents à un syndicat Solidaires ou SUD du département ou parfois directement auprès de notre Union syndicale. **Sur chacune des deux dernières années , le nombre d'adhérents augmente de 10% et s'élève à plus de 1300, début 2015.**

Notre site Facebook **www.facebook.com/SolidairesVar** permet une diffusion rapide des informations et renvoie de nombreux internautes vers le site internet.

Le nouveau métier de facteur par SUD PTT 83

Pour notre premier article sur La Luciole, nous tenions à dénoncer ce qui se passe dans notre entreprise : côté courrier

Devant l'annonce de la baisse vertigineuse du trafic (info ou intox ?), la Direction de La Poste a trouvé une solution indispensable à l'atteinte des objectifs:

LES ORGANISATIONS INNOVANTES

Ouaahhh !!! Mais qu'est-ce que c'est ?

Jusqu'à présent, basiquement pour le commun des mortels, le facteur c'est la personne qui dépose le courrier dans les boîtes aux lettres et rencontre les destinataires pour les envois en recommandé ou la livraison de paquets.

C'est aussi la personne qui recueille le courrier déposé dans les boîtes aux lettres jaunes et effectue ou participe au tri. Eventuellement qui rend quelques services gratuits.



Parmi ses compétences requises, la rigueur et l'autonomie, être en forme et le goût des contacts.

Ces derniers mots ont retenu toute l'attention de nos dirigeants et c'est ainsi que sont nées des idées à faire pâlir de nombreux collègues.

Eh, oui! Messieurs-dames, aujourd'hui on

réinvente le métier de facteur ainsi le diplôme de CAP de tri acheminement distribution devient le CAP distribution d'objets et services a la personne...

En effet, une vague de nouveaux services payants (OH TIENS !!) surfe avec la lettre "O" de l'alphabet

O comme Oseille ????? Non !!! Mais notre Direction y pense sûrement.

O comme

FACILEO : collecte de documents d'infos et prise de photos (en vue d'une isolation thermique par exemple).

Mais aussi comme **PORTEO** : portage à domicile : médicaments, produits culturels pour médiathèques, etc...

Ou **COHESIO** : détection et préventions auprès des personnes fragiles ou isolés

Et **EQUIPEO** : services logistiques pour la marchandise et l'équipement du domicile

RELEVEO : relève de consommations compteurs gaz et électricité

ANIMALEO : gamme de services aux propriétaires d'animaux de compagnie : pet-setting, transport vers les prestataires de soins et hygiène, promenade de chiens et livraison de nourriture animale en option.

Et dernièrement **SATISFACTEO**... pour les maris ou les femmes qui ne sont pas épanouis sex....AH non **pardon** ça c'est une parodie tiré d'un tract d'un camarade SUDiste !!

Difficile de distinguer...

Mais notons toute idée est bonne à prendre : un département a mis en test en partenariat avec l'évêché du porte à porte pour rappeler à leur bon cœur les anciens généreux donateurs afin de poursuivre la réfection d'une cathédrale.

Tous ces services sont en expérimentation dans différents départements pour occuper nos facteurs...

Le moins que l'on puisse dire c'est que le métier se diversifie voire s'éloigne désormais de sa première mission de service public.

Aujourd'hui le contact qui faisait de lui un personnage très apprécié des usagers se limite à 1mn30 seconde pour la distribution d'un recommandé.

C'est dit: le facteur doit être productif. Exit l'Age, exit la lenteur. Marche ou crève, aujourd'hui la cadence est la même pour tous.

Ah non pardon (décidemment) les facteurs seniors ont droit tout de même à un aménagement avec une pause méridienne pour reprendre leur souffle et pouvoir travailler 6 jours sur 7...

En début de journée travail à la chaîne mode taylorisme et à la fin de journée, vrp ,artisan, commerçant, technicien, amis des bêtes...
Qu'on se le dise le profil du facteur : un vrai caméléon.

Ouf !!! Nous sommes rassurés, on pourrait presque croire que jusqu'alors le facteur s'ennuyait !!!

Pour autant si nous réfléchissons un peu si nous trouvons dans notre boîte aux lettres 3 courriers au lieu de 4 ... le facteur marque bien un arrêt chez nous: cela n' a donc pas une incidence si importante sur les tournées.

Posez-vous la question.... Combien de fois par semaine relevez-vous votre boîte aux lettres....Alors ?

Si la baisse de trafic existe, impacte-t-elle de la même manière la baisse d'activité ?

Vraiment écoeurant !! Car pendant qu'on rajoute des services innovants aux facteurs pour combler cette baisse de courrier, la Direction oublie de dire qu' au nom de cette même baisse de trafic on réajuste les tournées / emplois (suppression de tournées, redistribuées sur les collègues restant).

LA POSTE FACTEUR D'EMPLOIS !



Voilà chers lecteurs-trices , une première présentation de ce qui se passe à la Poste anciennement PTT (petit travail tranquille !!!)

Ne soyons pas dupes, luttons ensemble contre cette nouvelle forme d'esclavagisme .

Retrouvez-nous sur Facebook :
<http://past.is/cxzIN>



Les Finances Publiques et ses agents

Article tiré d'un tract de Solidaires Finances Publiques 06

Les agents des Finances Publiques vous reçoivent avec dévouement en cette période de dépôt des déclarations de revenus, période symbolique pour vous, comme pour eux. Mais vous devez prendre conscience de leur rôle tout au long de l'année et dans tous les services comme vous devez être conscient(e)s des attaques régulières qui fragilisent chaque jour leurs missions à votre service. Le service de proximité que vous



pouvez rejoindre assez facilement aujourd'hui est en danger aux motifs de réduction de la dépense publique (alors que la fraude fiscale est estimée à environ 80 milliards d'euros) : cela se traduit dans notre administration par **une volonté assumée de «désintoxiquer» l'usager du guichet**. En danger parce que nos dirigeants politiques et administratifs ne jurent plus que par la dématérialisation et les services en ligne alors que nous avons reçu l'an dernier plus de 6 millions d'entre vous et répondu à

plus de 3 millions d'appels téléphoniques. Au fil des années, les services de proximité disparaissent des territoires. **Les trésoreries locales ferment les unes après les autres (1200 depuis 12 ans) et l'ensemble des sites sont fermés plusieurs demi-journées par semaine.**

Par ailleurs, la plupart des services tels que Services des Impôts des Entreprises, le Cadastre, Services de Publicité Foncière sont clairement menacés par la concentration de missions. Sachez que les agent(e)s des finances publiques considèrent cette réduction de l'action publique de leurs services d'autant plus inacceptable dans un contexte économique et social dégradé.

A quoi sert l'impôt ?

C'est une autre question que vous vous posez régulièrement qui plus est dans cette période d'austérité. C'est légitime de vous interroger sur l'utilité des finances publiques. Mais attention aux discours trop populistes sur ces questions. Dans les pages qui suivent nous donnons des exemples sur le sens et l'utilité de l'impôt pour la société. Mais nous avons aussi un regard critique sur l'injustice du système fiscal et l'abandon des services qui le gèrent, le contrôlent et en assurent le recouvrement parce que cela renforce les injustices.

Ensemble nous devons avoir une action citoyenne sur ces sujets.



Les 3 fonctions historiques de l'impôt

Historiquement l'impôt remplit trois fonctions : Financer l'action publique, corriger les inégalités économiques et sociales et inciter à la modification des comportements. Nous n'abordons ici que les deux premières parce que la troisième est plus complexe à appréhender en si peu de place. Nous pouvons au moins dire que si son utilité est parfois démontrée elle est aussi l'une des principales sources de ce que l'on nomme les «niches fiscales».

Financer l'action publique

Nous aurions pu prendre des dizaines d'exemples sur le financement de l'action publique dont celui des agent(e)s des Finances Publiques qui ont un rôle central dans la société, nous y reviendrons. Mais nous avons choisi d'en aborder deux qui sont au cœur de vos préoccupations : **la santé et l'éducation.**

L'illustration ci-dessous résume une journée, certes un peu folle, mais qui montre bien le coût de la prise en charge par la collectivité via les services publics ou le système de protection sociale.

C'est bien l'impôt d'une part et son utilisation de l'autre qui permettent au plus grand

nombre d'avoir cet accès à la santé. Pour autant, notre propos n'est pas d'encenser un système mis à mal depuis de nombreuses années et pour une bonne part de plus en plus livré aux appétits du privé.

Mais justement cet exemple doit vous convaincre qu'il faut défendre les services publics comme il faut soutenir les agent(e)s publics. Dans le même temps vous devez avoir une exigence citoyenne pour que l'impôt soit plus juste et que les établissements publics de santé et leurs agent(e)s soient mieux traité(e)s. Parce que c'est un bien commun qui sauvegarde notre passé et assure notre avenir.

Santé : récit d'une « folle journée » à 5000€

Ma femme, enceinte, va voir le médecin. Qui lui annonce qu'elle va accoucher.

Elle me téléphone, je m'évanouis et me casse la jambe



Le Samu transporte ma femme à la maternité en urgence

Elle accouche sans délais

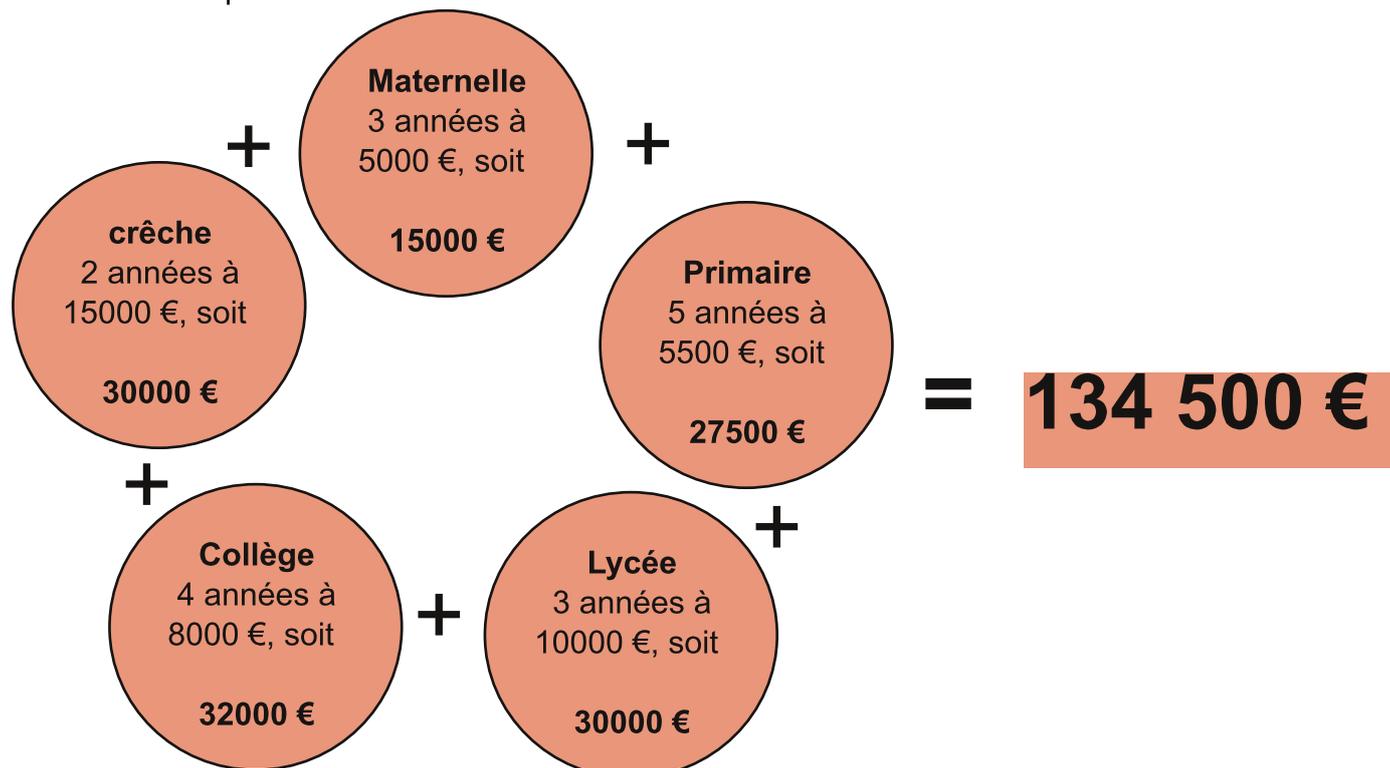
Et je suis hospitalisé un jour



Education : qui pourrait se la payer ?

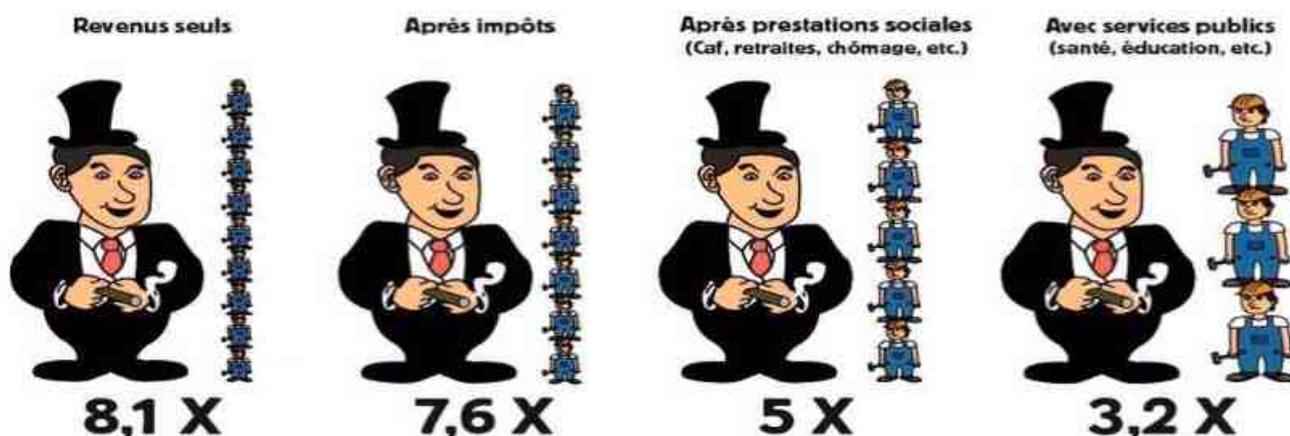
Qui a conscience, comme le montre l'illustration ci-dessous, que **de la crèche à la terminale un enfant est pris en charge par la société à hauteur de 135000€**? Qui pourrait payer de telles sommes comme c'est le cas dans nombre de pays ? Sans doute pas grand monde. Pour autant les chiffres montrent aussi que toute une classe, souvent celle qui pourfend l'État, est celle qui en profite le plus. Logique, plus on est dans une classe aisée, plus les enfants suivent des études et donc... plus on profite de l'investissement public sur l'éducation.

Bénéficiaires de l'éducation publique

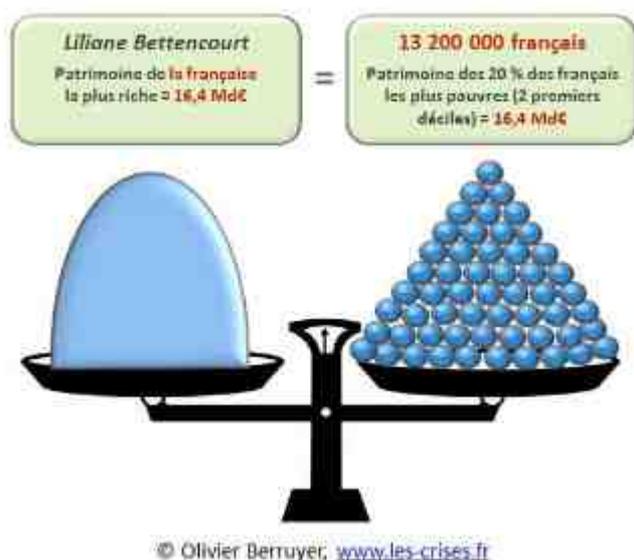


Corriger les inégalités économiques et sociales par la redistribution

Là aussi l'illustration parle d'elle-même même si, encore une fois, nous ne considérons pas être dans «le monde des Bisounours » et si nous sommes particulièrement convaincus que les 20 % les plus riches pris en exemple pourraient sans aucun doute contribuer beaucoup plus au bien commun. Mais nous voulons mettre le doigt sur des réalités trop souvent oubliées aujourd'hui. Oui, la redistribution des richesses par une contribution juste peut permettre au plus grand nombre de trouver et conforter sa place dans la société.



Une réforme fiscale pour plus de justice sociale



Les politiques fiscales des gouvernements successifs sont en échec. Pire, en rendant le système fiscal de plus en plus complexe, instable et injuste, elles ont contribué à alimenter le rejet de l'impôt. Une réforme fiscale est plus que jamais nécessaire :

- sur le plan « politique » et citoyen car le risque est grand de voir le consentement à l'impôt continuer de s'affaiblir
- sur le plan économique il y a désormais urgence à réhabiliter les objectifs de l'impôt : financer l'action publique, réduire les inégalités et orienter efficacement les comportements ;
- sur le plan social, afin qu'une réforme fiscale se traduise par davantage de justice sociale.

Les principaux objectifs d'une réforme fiscale devraient être : la pédagogie citoyenne sur le sens de l'impôt, une réforme de fond visant à rendre la fiscalité locale et nationale plus juste, plus stable et plus simple, des avancées en matière d'harmonisation fiscale européenne, l'intensification de la lutte contre la fraude et le renforcement de l'administration fiscale, financière et foncière.

Des agents socialement utiles

Quand vous payez la cantine de vos enfants ou que vous réglez une hospitalisation, ou un loyer HLM il y a, en bout de chaîne, un-e agent-e des Finances Publiques dans une trésorerie. Lorsque vous achetez un terrain et que vous y construisez une maison un-e agent-e des Finances Publiques du Cadastre et d'un Service de Publicité Foncière aura traité votre dossier. Si votre commune se targue d'avoir des comptes certifiés, ils sont passés par le conseil et le contrôle d'un-e agent-e des Finances Publiques.

Vous êtes peut-être déjà venu-e demander un renseignement dans un Service des Impôts des Particuliers et chaque année, vous reconnaissez le professionnalisme et la disponibilité des agent-e-s. Mais derrière la vitrine de l'accueil d'autres agent(e)s travaillent à asseoir l'impôt, à le recouvrer et le contrôler. Cette phase n'est pas la plus populaire, mais elle est la contrepartie du système déclaratif et quand on sait que la fraude fiscale est d'environ 80 milliards d'euros par an, on mesure le défi à relever.

Si les finances de la cantine ou de l'hôpital sont gérées par le privé, si le cadastre et la publicité foncière ne garantissent plus ou mal la propriété et si internet devient « le maître » de vos relations avec l'administration croyez-vous que ce sera plus simple et plus humain ? Si nous n'avons plus les moyens humains, législatifs et matériels de lutter contre la fraude, croyez-vous que vous paierez moins d'impôts ? 30 000 emplois d'agent(e)s des Finances Publiques ont été supprimés depuis 2002. Cela ne se traduit ni par une simplification, ni par une baisse des dépenses publiques. Au contraire cela rajoute au chômage de masse et provoque une baisse des recettes publiques parce que moins nombreux-ses, nous sommes moins efficaces face à des enjeux lourds pour la société.



Elections professionnelles SUD Prévention et Sécurité

En octobre 2014, la première section syndicale SUD Prévention et Sécurité du Var était créée au sein de l'entreprise ASPP (Azur Sécurité Protection Prévention) basée à Cuers. Dès la création de la section un Représentant de Section Syndicale (RSS) a été nommé afin de préparer les élections professionnelles.

Pour ces premières élections au sein de l'entreprise, la direction a opté pour la mise en place d'une Délégation Unique du Personnel (DUP) qui regroupe les mandats de Délégué du Personnel (DP) et de Comité d'Entreprise (CE). La mise en place d'une DUP est possible dans les entreprises de 50 à 200 salarié-es, et pour ces élections 4 sièges de titulaires et 4 sièges de suppléants étaient à pourvoir.

Les élections se sont déroulées le mercredi 4 février 2015, avec une participation de 58 salarié-es sur un total de 75, soit une participation de 77,33 %

La liste SUD Prévention et Sécurité a réalisé 27,59 % des voix et obtenu 1 siège de titulaire (36,21 % pour les listes CGT et FO) **ainsi que 20,69 % des voix et obtenu 1 siège de suppléant** (37,93 % pour la CGT et 36,21 % pour FO).

La section syndicale ayant obtenu plus de 10% à ces élections, elle est considérée comme représentative et a pu procéder à la nomination d'un délégué syndical (DS).

Elections professionnelles SUD DCNS

Le jeudi 21 mai se déroulaient les élections professionnelles à la DCNS, pour élire les représentants des Délégués du Personnel (DP) et pour le Comité d'Entreprise (CE). La DCNS est découpée en plusieurs établissements répartis sur tout le pays.

La section SUD DCNS Toulon, créée en 2013, participait pour la première fois à ces élections, ce qui allait donner une idée de son implantation au sein de l'entreprise ! D'autant plus que rien ne lui aura été épargné, depuis son assignation au Tribunal d'Instance par la direction qui voulait empêcher sa création, jusqu'à son total isolement organisé par les autres organisations syndicales.

Ce sont quelques 1500 salarié-es qui se sont prononcés, soit par un vote électronique, soit par un vote physique au dernier jour du scrutin, ce dernier ayant été plus favorable à SUD DCNS.

Avec un total de 136 voix, la section SUD DCNS réalise 17 % des voix dans le collège « ouvriers », et 9,6 % dans le collège « techniciens et agents de maîtrise » et n'avait pas pu présenter de liste chez les cadres. Elle **obtient donc un siège de Délégué du Personnel titulaire, et un en suppléant dans le collège « ouvriers ».**

Par contre, le pourcentage obtenu, tous collèges confondus est de 8,7 % des suffrages. A 20 voix près la section SUD DCNS obtenait les 10 % nécessaires pour être représentative sur l'établissement toulonnais. Elle ne pourra donc pas procéder à la désignation d'un Délégué Syndical (DS).

Ce bilan toutefois très positif après seulement deux ans d'existence pour la section SUD DCNS, prouve qu'elle a réussi son implantation syndicale et qu'elle a une belle marge de progression. Sa présence est désormais légitimée par les salarié-es de la DCNS et il faudra désormais compter avec elle pour les luttes à venir !

L'union syndicale Solidaires Var se développe. L'offre de formation syndicale évolue en conséquence en s'adaptant et en anticipant notre développement. La formation syndicale est un droit offert à tou-te-s, actif-ve-s, syndiqué-e-s, militant-e-s.

Calendrier prévisionnel des formations syndicales de Solidaires Var

STAGES	OBJECTIFS	DATES (dans le Var, sinon précision) durée
Délégués du personnel DP	Droits des Délégués du Personnel et pratiques syndicales. Stratégie syndicale.	2 et 3 juin 2015 Nice
Formation CHSCT	Objectifs: Donner les éléments juridiques, réglementaires et pratiques indispensables aux membres du CHSCT. Contenu: Donner les éléments indispensables aux membres du CHSCT, connaître les principes généraux de la prévention des risques, savoir exercer le droit d'alerte, savoir appréhender les accidents du travail, savoir mettre en pratique la construction syndicale de Solidaires et l'action du CHSCT.	24 au 26 Juin 2015 Toulon 3 jours
Formation conseiller du salarié	Destiné à priori à des militants souhaitant être désignés comme conseillers du salarié par Solidaires 83. Peut-être élargi à des personnes souhaitant tenir des permanences interprofessionnelles. Si besoin : formation à compléter par le stage suivant	Septembre-octobre 2015 1 jour
Formation juridique	Destiné à priori à des militants souhaitant être mieux outillés juridiquement et connaître les outils documentaires à disposition. Peut-être élargi à des personnes souhaitant tenir des permanences interprofessionnelles.	Novembre-décembre 2015 2 jours
Stage accueil 1er niveau	Permet à chaque adhérent d'un syndicat de Solidaires de prendre contact avec l'Union syndicale Solidaires : présentation, histoire, fonctionnement, liens interprofessionnels localement, nationalement... Peut élargir le nombre de militants œuvrant sur des axes interprofessionnels.	Janvier-février 2016 1 jour
Formation économique	Donner les moyens aux militants de répondre aux interrogations suscitées par la campagne « les capitalistes nous coûtent cher ». Comprendre les mécanismes mis en jeu par une minorité pour s'accaparer les richesses produites par les travailleurs. Décrypter les mensonges véhiculés par les médias sur le discours économique tout libéral.	1er trimestre 2016 2 jours
Formation équipes animatrices et animateurs des Solidaires locaux	L'objectif est de mettre en œuvre des formations d'équipes de Solidaires locaux pour développer des pratiques collectives. Elle serait ouverte aux « exécutifs », secrétariat, bureau (etc selon les statuts de chacun) lorsque les Solidaires ont un fonctionnement formalisé, mais aussi aux militant-es (souvent plutôt investis dans le champ professionnel) qui envisagent ou acceptent de donner du temps pour le développement de l'interprofessionnel.	2ème trimestre 2016 3 jours

FOCUS : formation "Conseillers du salarié"

Les conseillers du salarié sont des bénévoles qui assistent les salariés dans les entreprises (et associations) dépourvues de représentants du personnel lors de l'entretien préalable à éventuel licenciement ou lors d'une rupture conventionnelle.

Chaque salarié convoqué peut se faire assister par un conseiller de son choix extérieur à l'entreprise, inscrit sur une liste dressée par l'autorité administrative, le préfet (arrêté préfectoral). Ce conseiller extérieur bénéficie d'une totale indépendance vis-à-vis de l'entreprise (il est également possible de se faire assister par une personne choisie dans le personnel de l'entreprise).

Les conseillers du salarié sont nommés pour une durée de trois ans. Le prochain renouvellement pour le département du Var prendra effet en mars 2016. L'Union syndicale Solidaires du Var qui n'en a actuellement pas, procédera dans ce cadre à la désignation d'un certain nombre de de Conseillers du salariés.

Afin de préparer les futures conseillères et futurs conseillers Solidaires, un stage de formation syndicale sera organisé en septembre-octobre (dates à confirmer). Si des militant-es ou adhérent-es des syndicats de Solidaires Var sont intéressé-es ils peuvent commencer à prendre contact avec leur syndicat afin de nous le faire savoir.

Par la suite d'autres formations juridiques seront mises en place très rapidement pour permettre à nos militant-es de se perfectionner dans le droit du travail.

C'est le FMI qui le dit !

Quand des économistes du FMI déclarent que les inégalités sont d'autant plus grandes que les syndicats son affaiblis, les principaux médias ne reprennent pas l'information.

Pourquoi? La réponse se trouve dans la question suivante. Pourquoi les hommes les plus puissants investissent dans des médias même si ces derniers sont déficitaires ? Pour contrôler l'information peut-être ?

"Les institutions du marché du travail (NDLR : les syndicats) ont un impact sur l'inégalité des revenus principalement par le biais de :

La dispersion des salaires : le syndicalisme et les salaires minimums sont censés réduire les inégalités en contribuant à égaliser la distribution des salaires, ce que confirment les études économiques.

Le chômage : selon certains économistes, **si des syndicats plus puissants et des salaires minimums plus élevés réduisent l'inégalité des salaires, ils peuvent également accroître le chômage en maintenant les rémunérations au-dessus des niveaux d'«équilibre du marché», et ainsi creuser les inégalités des revenus bruts. Cette hypothèse n'est toutefois guère corroborée par les données empiriques, du moins dans les pays avancés** (voir Betcherman, 2012; Baker et al., 2004; Freeman, 2000; Howell et al., 2007; OCDE, 2006). **Seulement 3 des 17 études examinées par l'OCDE indiquent un lien robuste entre la densité syndicale (ou la couverture des négociations) et un chômage global plus élevé.**

La redistribution : des syndicats puissants peuvent inciter les décideurs à intensifier l'effort de redistribution en encourageant les salariés à voter pour les partis qui appuient celui-ci ou en amenant tous les partis politiques à s'engager dans cette voie.

Les syndicats ont largement contribué à promouvoir les droits des travailleurs et les droits sociaux fondamentaux. Leur affaiblissement peut se solder par une moindre redistribution et une plus grande inégalité des revenus nets (après impôts et transferts).

Le pouvoir de négociation des salariés et part des revenus les plus élevés : la réduction de la densité syndicale peut accroître les parts des revenus les plus élevés en réduisant le pouvoir de négociation des salariés. À l'évidence, ces parts dépendent de l'évolution de la partie inférieure de la distribution des revenus.

Extrait d' un article du "Monde Diplomatique", par Serge HALIMI
Eloge des syndicats.

Puisque chacun prétend se soucier de l'envol des inégalités, pourquoi cette analyse du Fonds monétaire international (FMI) est-elle passée à ce point inaperçue?

.../... Selon ces économistes du FMI, « une moitié environ » du creusement des inégalités que les libéraux préfèrent traditionnellement attribuer à des facteurs impersonnels (mondialisation, technologies, etc.) découlerait du déclin des organisations de salariés. Doit-on s'en étonner ? Quand le syndicalisme, point d'appui historique de la plupart des avancées émancipatrices, s'efface, tout se dégrade, tout se déplace. Son anémie ne peut qu'aiguïser l'appétit des détenteurs du capital. Et son absence, libérer une place qu'envahissent aussitôt l'extrême droite et l'intégrisme religieux, s'employant l'une comme l'autre à diviser des groupes sociaux dont l'intérêt serait de se montrer solidaires.

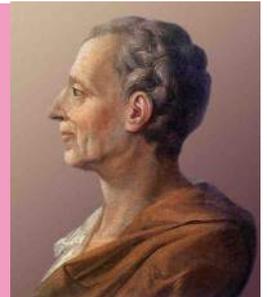
.../...En bonne logique, l'étude du FMI aurait dû insister sur l'urgence sociale et politique de renforcer les organisations de salariés. Elle estime plutôt qu'« il reste à déterminer si l'accroissement des inégalités dû à l'affaiblissement des syndicats est bon ou mauvais pour la société »...
<http://past.is/cxPFR>

Si, par suite de l'affaiblissement des syndicats, les rémunérations des travailleurs ayant des salaires moyens ou faibles se tassent, la part des revenus constitués par les rémunérations de la haute direction et des actionnaires augmentera nécessairement. Nous comprenons intuitivement que **l'affaiblissement des syndicats (suite en dernière page) réduit le pouvoir de négociation des salariés par rapport aux détenteurs de capital, ce qui a pour effet d'accroître le revenu du capital** — qui est plus concentré en haut de la distribution des revenus que les traitements et salaires. Le recul du syndicalisme peut en outre réduire l'influence des salariés sur les décisions des entreprises qui profitent aux hauts salaires, comme le niveau et la structure des rémunérations des membres de la haute direction."

Extrait de l'étude des auteurs (Florence Jaumotte et Carolina Osorio Buitron) qui sera prochainement publiée par le FMI. <http://past.is/cxPFR>

**Une injustice faite à un seul est
une menace faite à tous.**

Montesquieu



Ne vous tirez pas une balle
dans le pied !

ARTICLE 1 : TRAVAILLE !
ARTICLE 2 : FERME -LÀ ...



Pas une voix pour le FN !

Union
Syndicale
Var
Solidaires

<http://www.visa-isa.org>
assovisa@b@gmail.com
Association Visa

La politique ne consiste pas à faire taire les problèmes, mais à faire taire ceux qui les posent.

Henri Queuille

La politique est trop importante pour la laisser aux Politiques. Salarié-e-s, retraité-es, précaires faisons face et prenons la parole.

Solidaires Var

EN QUETE DE REPERES ?

Union
Syndicale
Var
Solidaires

Désinformation

Mal-être au travail

Accompagnement des réformes

Inégalités salariales

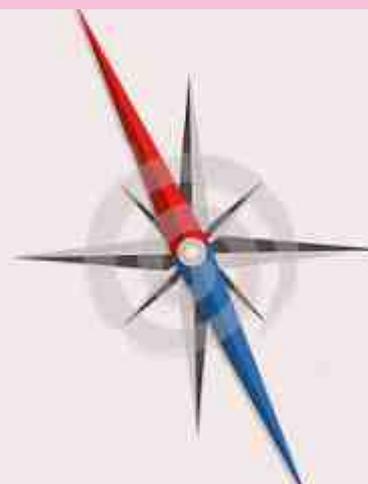
Défaitisme

Individualisme

Politiques libérales

Fascisme

Capitalisme



Le contenu de notre journal interprofessionnel "La Luciole" t'a intéressé. Fais-le suivre à tes connaissances.